

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 AOÛT 1925.

Projet de loi

approuvant le Traité de conciliation et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Suisse.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Traité de Conciliation et de Règlement judiciaire dont le texte est ci-joint a été négocié à l'initiative du Gouvernement fédéral suisse en vue d'adapter à la situation nouvelle, créée par l'heureux développement des principes de l'arbitrage, le traité conclu entre la Belgique et la Suisse, le 15 novembre 1904, et qui se renouvelait par tacite reconduction d'année en année.

Le Traité de 1904, construit d'après le type jadis classique, contient, en effet, une clause qui soustrait à l'arbitrage les conflits portant atteinte à l'honneur et aux intérêts vitaux des États. La portée de cette réserve, assez indéterminée, n'est guère en harmonie ni avec les stipulations du Pacte de la Société des Nations relatives à l'arbitrage, ni avec l'institution de la Cour Permanente de Justice Internationale. C'est pour ce motif que le Gouvernement Fédéral, dont les vues sont en cette matière conformes aux nôtres, a proposé au Gouvernement belge de s'inspirer dans le nouveau traité à conclure, des principes qui sont à la base des accords de l'espèce signés récemment par la Suisse, avec la Suède, le Danemark, la Hongrie, le Brésil, l'Autriche et plus particulièrement l'Italie.

Sans aller jusqu'à soumettre obligatoirement à la décision de la Cour de La Haye tout conflit de quelque nature qu'il soit, qui pourrait s'élever entre les deux pays, le Gouvernement belge a cru pouvoir signer sous réserve de ratification le Projet de Traité ci-joint.

Comme vous pourrez le constater, Messieurs, ce Traité, conformément aux recommandations de la troisième assemblée de la Société des Nations, institue une procédure de conciliation préalable pour tous les conflits qui ne seraient pas résolus par la voie diplomatique, hormis ceux pour lesquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres traités (notamment par l'article 15 du Pacte de la Société des Nations). Les propositions de la Commission de Conciliation ne seront d'ailleurs pas obligatoires pour les Parties.

Si cette procédure n'aboutit pas, les conflits d'ordre juridique seront soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale. L'article 13 du Traité ci-joint, qui définit les conflits d'ordre juridique, en exclut ceux qui ne portent pas sur un point de droit international universellement admis. Il en résulte que la Cour pourra dire le droit, mais elle ne pourra le créer par des sentences appliquant des règles de droit des gens non encore reconnues universellement.

Quant aux conflits n'offrant pas un caractère juridique, le Traité réserve aux Parties, en cas d'échec de la procédure de conciliation, la possibilité de les soumettre également, par compromis établi de commun accord, à la Cour de Justice Internationale appelée dans ce cas à statuer *ex æquo et bono*; mais les Gouvernements ne prennent pas d'engagement à ce sujet; et ils peuvent s'en tenir au droit commun n'ayant d'autres obligations que celles résultant du Pacte de la Société des Nations.

Établi sur cette base, le Projet de Traité ne pourra qu'accentuer les relations amicales de la Suisse et de la Belgique et il contribuera au développement de la Justice Internationale que les deux nations ont également à cœur. C'est pourquoi nous avons la confiance que vous serez comme nous d'avis, Messieurs, qu'il y a lieu de réserver un vote favorable au projet qui vous est soumis.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.



Traité

de conciliation et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Belgique et la Suisse et de résoudre, conformément aux principes à la base du Pacte de la Société des Nations, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur HYMANS, son Ministre des Affaires Étrangères,

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur BARBEY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse,

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation, à la demande d'une seule d'entre elles, tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les deux pays et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, les différends seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions définies aux articles 13 et 14 du présent Traité.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prescrite par d'autres traités en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces traités.

ARTICLE 2.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, celle de ces Parties qui sera défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à la procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 3.

La conciliation sera confiée à une Commission de cinq membres, constitués de cas en cas, par les Parties contractantes.

Les Parties contractantes nomment, chacune, un membre à leur gré et désignent les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent ni être des ressortissants des États Contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Le Président de la Commission est nommé, d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

La Commission de conciliation sera constituée dans les deux mois à compter du jour où l'une des Parties aura fait part de son intention de recourir à la conciliation.

Si les membres à désigner en commun ou le Président ne sont pas nommés dans ce délai, les nominations seront effectuées, à la demande d'une seule des Parties, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale, ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des États contractants, par le Vice-Président ou par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est pas ressortissant de l'un des États contractants.

ARTICLE 4.

La Commission de conciliation a pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement de la contestation.

La Commission est saisie du différend sur requête adressée à son Président par l'une des Parties.

Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la Partie adverse par la Partie dont elle émane.

ARTICLE 5.

La Commission de conciliation se réunira, sauf convocation contraire, au lieu désigné par son Président.

Les délibérations de la Commission auront lieu à huis-clos, à moins que, d'accord avec les Parties, elle n'en décide autrement.

ARTICLE 6.

Il appartiendra aux Parties de décider, d'un commun accord, si le rapport de la Commission de conciliation et le procès-verbal des débats peuvent être publiés avant l'expiration du délai dans lequel elles doivent se prononcer sur les propositions formulées dans le rapport ou, s'il s'agit d'un litige susceptible d'un règlement judiciaire, avant que la Cour permanente de Justice internationale ait statué définitivement.

La Commission pourra, à l'unanimité des voix, ordonner la publication immédiate de son rapport.

ARTICLE 7.

Les décisions de la Commission de conciliation sont prises à la majorité des voix. La Commission peut délibérer valablement si tous ses membres ont été dûment convoqués et si le Président et au moins deux autres membres sont présents. Chaque membre dispose d'une voix.

ARTICLE 8.

Sous réserve des stipulations du présent Traité et sauf sur les points où la Commission de conciliation en déciderait autrement à l'unanimité, la procédure de conciliation sera régie par le titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

ARTICLE 9.

Les membres de la Commission de conciliation recevront, durant le cours de la procédure, une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, par les Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission.

ARTICLE 10.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la Commission de conciliation, et en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

Elles auront le droit de nommer, auprès de la Commission, des agents spéciaux, qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la Commission.

ARTICLE 11.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties ne décident, d'un commun accord, d'abréger ou de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

ARTICLE 12.

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai ne pourra excéder la durée de trois mois.

ARTICLE 13.

Si l'une des Parties contractantes n'accepte pas les propositions de la Commission de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par celle-ci, chacune d'elles peut déférer le différend, par voie de simple requête, à la Cour permanente de Justice internationale, à condition qu'il porte sur l'interprétation ou l'exécution des traités, conventions ou accords liant les Parties contractantes ou qu'il soit relatif à un point de droit international universellement admis.

En cas de contestation sur le point de savoir si le différend est susceptible d'un règlement judiciaire en conformité de l'alinéa qui précède, la Cour de Justice décidera.

ARTICLE 14.

En ce qui concerne les différends autres que ceux visés à l'article 13, les Parties se réservent de les déférer par voie de compromis à la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 15.

L'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale sera exécuté de bonne foi par les Parties.

ARTICLE 16.

Les Parties contractantes s'abstiendront, durant la procédure instituée par le présent Traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 17.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf convention contraire, déférées directement et par voie de simple requête à la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 18.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

Le Traité est conclu pour la durée de dix ans, à compter de l'échéance des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, ci-dessus nommés, ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 13 février 1925.

(s) Frédéric BARBEY.

(s) HYMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 AUGUSTUS 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Verdrag voor verzoening en voor gerechtelijke beslechting tusschen België en Zwitserland.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Over het Verdrag voor Verzoening en voor Gerechtelijke Beslechting, waarvan de tekst hierbij gaat, werd onderhandeld op initiatief van de Zwitsersche Bondsregering, ten einde het op 15 November 1904 tusschen België en Zwitserland gesloten verdrag, dat stilzwijgend van het eene jaar op het andere vernieuwd werd, aan te passen aan de nieuwen toestand die geschapen werd door de gelukkige ontwikkeling der beginselen van scheidsgerecht. Het verdrag van 1904, opgevat volgens het vroegere klassieke type, bevat immers een bepaling welke de geschillen waarbij de eer en de levensbelangen der Staten aangetast worden, aan het scheidsgerecht onttrekt. De bedoeling van dit voorbehoud, dat tamelijk onbepaald is, is heelemaal niet in overeenstemming noch met de bepalingen van het Pact van den Volkenbond betreffende het scheidsgerecht, noch met de instelling van het Bestendig Hof van Internationale Justitie. Om deze reden heeft de Bondsregering, wier inzichten in deze zaak overeenstemmen met de onze, aan de Belgische Regering voorgesteld zich voor het nieuw te sluiten verdrag te laten leiden door de beginselen die ten grondslag liggen aan dergelijke overeenkomsten onlangs door Zwitserland onderteekend met Zweden, Denemarken, Hongarije, Brazilië, Oostenrijk en inzonderheid met Italië.

Zonder zoover te gaan dat elk geschil, van welken aard ook, hetwelk tusschen beide landen zou kunnen oprijzen, aan de beslissing van het Hof te 's Gravenhage verplichtend zou moeten onderworpen worden heeft de Belgische Regering gemeend, onder voorbehoud van bekrachtiging, het bijgaande ontwerp van Verdrag te kunnen onderteekenen.

Zooals gij het zult kunnen vaststellen, Mijne Heeren, stelt dit Verdrag overeenkomstig de aanbevelingen van de derde Vergadering van den Volkenbond, eene voorafgaande verzoeningsprocedure in voor al de geschillen, die niet langs diplo-

matieken weg zouden opgelost zijn, behalve diegene waarvoor eene bijzondere procedure zou voorzien zijn door andere verdragen, (inzonderheid door artikel 15 van het Pact van den Volkenbond). De voorstellen van de Verzoeningscommissie zullen trouwens voor de Partijen niet verplichtend zijn.

Indien deze procedure tot geen uitslag leidt, zullen de geschillen van gerechtelijken aard onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie. Artikel 13 van bijgaand Verdrag, waarin de geschillen van gerechtelijken aard bepaald worden, sluit de geschillen uit die gaan over een kwestie van internationaal recht, welke niet algemeen als zoodanig aanvaard wordt. Daaruit volgt dat het Hof recht zal kunnen spreken, maar het zal dit niet in het leven kunnen roepen door uitspraken welke regels van het volkenrecht toepassen die nog niet algemeen als zoodanig erkend zijn.

Wat betreft de geschillen, die niet van gerechtelijken aard zijn, biedt het Verdrag, ingeval de verzoeningsprocedure mislukt, aan de Partijen de mogelijkheid aan gezegde geschillen eveneens, bij vergelijk, te onderwerpen aan het Hof van Internationale Justitie, hetwelk in dit geval geroepen is om *ex aequo et bono* uitspraak te doen. Maar de Partijen gaan te dien opzichte geen verbintenis aan en zij kunnen zich houden aan het gemeen recht, met geene andere verplichtingen dan die uit het Pact van den Volkenbond voortvloeien.

Het Ontwerp van Verdrag, op dien grondslag opgebouwd, kan slechts voor uitwerksel hebben de vriendschappelijke betrekkingen tusschen Zwitserland en België te versterken en het zal bijdragen tot de ontwikkeling der Internationale Justitie die beide Naties evenzeer ter harte gaat. Ook vertrouwen wij, Mijne Heeren, dat gij zooals wij zult oordeelen dat er reden is om eene gunstige stemming uit te brengen over het ontwerp dat U onderworpen is.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.



Verdrag

voor herziening en voor gerechtelijke beslechting tusschen Zwitserland en België.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN DE ZWITSERSCHE BONDSRAAD, bezielde met den wensch de vriendschapsbanden die tusschen België en Zwitserland bestaan nauwer aan te halen en de geschillen die tusschen beide landen zouden oprijzen, overeenkomstig de beginselen die ten grondslag liggen aan het Pact van den Volkenbond op te lossen,

hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Paul HYMANS.

DE ZWITSERSCHE BONDSRAAD :

Den Heer BARBEY,

welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn.

ARTIKEL ÉÉN.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich, op verzoek van slechts eene onder hen, alle geschillen, van welke aard zij ook mogen zijn, welke tusschen beide landen zouden oprijzen en binnen een redelijken tijd langs diplomatieken weg niet opgelost konden worden, aan de verzoeningsprocedure te onderwerpen.

Ingeval de verzoeningsprocedure faalt, zullen de geschillen onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie, in de voorwaarden bepaald in artikelen 13 en 14 van dit Verdrag.

De geschillen voor welker oplossing eene bijzondere procedure voorgeschreven in door andere tusschen de Verdragsluitende Partijen van kracht zijnde verdragen, zullen beslecht worden overeenkomstig de bepalingen van deze verdragen.

ARTIKEL 2.

Indien het een geschil betreft dat volgens de eigen wetten van een der Partijen tot de bevoegdheid der rechtbanken behoort, zal degene dezer Partijen die verweerdster is er zich tegen mogen verzetten dat het aan de verzoeningsprocedure en, in voorkomend geval, aan de gerechtelijke beslechting onderworpen werde vooraleer een definitieve uitspraak door de bevoegde gerechtelijke overheid gedaan werd.

ARTIKEL 3.

De verzoening zal worden opgedragen aan een Commissie van vijf leden, welke voor elk geval afzonderlijk zal worden samengesteld door de Verdragsluitende Partijen.

De Verdragsluitende Partijen benoemen elk naar eigen goedvinden één lid en duiden de drie anderen in gemeen overleg aan. Deze drie leden mogen noch onderhoorigen van de Verdragsluitende Staten zijn, noch op hun grondgebied hunne woonplaats hebben of zich in hun dienst bevinden.

De Voorzitter der Commissie wordt in gemeen overleg benoemd onder de in 't gemeen aangeduide leden,

De Verzoeningscommissie zal samengesteld worden binnen de twee maanden te rekenen van den dag waarop eene der Partijen aan de andere haar voornemen zal hebben medegedeeld tot de verzoening hare toevlucht te nemen.

Indien de in 't gemeen te benoemen leden of de Voorzitter niet binnen dezen tijd benoemd zijn, zullen de benoemingen op verzoek van een enkele der Partijen gedaan worden door den Voorzitter van het Bestendig Hof van Internationale Justitie of, indien deze een onderhoorige is van een der Verdragsluitende Staten, door den Ondervoorzitter of het oudste lid van het Hof dat geen onderhoorige is van een der Verdragsluitende Staten.

ARTIKEL 4.

De Verzoeningscommissie heeft voor opdracht de oplossing van het geschil te vergemakkelijken door bij middel van een onpartijdigen nauwgezet onderzoek de feitelijke kwesties op te helderen en door voorstellen te doen met het oog op de beslechting van het geschil.

Het geschil wordt bij haar aanhangig gemaakt door een verzoekschrift door eene der Partijen tot haren Voorzitter gericht.

Van dit verzoekschrift zal te gelijker tijd kennis gegeven worden aan de tegenpartij door de Partij waarvan het uitgaat.

ARTIKEL 5.

De Verzoeningscommissie zal, tenzij anderzins overeengekomen, vergaderen op de door haren Voorzitter aangeduide plaats.

De beraadslagingen van de Commissie zullen geschieden met gesloten deuren, tenzij de Commissie, in overleg met de Partijen, en anders over beslist.

ARTIKEL 6.

De Partijen zullen eenparig behooren te beslissen of het verslag der Verzoeningscommissie en het proces-verbaal der besprekingen bekend gemaakt mogen worden voor het verstrijken van den tijd binnen welke zij zich moeten uitspreken over de in het verslag gemaakte voorstellen, of, indien het een geschil betreft dat langs gerechtelijken weg kan beslecht worden, vóór dat het Bestendig Hof van Internationale Justitie definitief uitspraak heeft gedaan.

De Commissie zal met eenparigheid van stemmen last kunnen geven tot de onmiddellijke openbaarmaking van haar verslag.

ARTIKEL 7.

De beslissingen van de Verzoeningscommissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. De Commissie kan geldig beraadslagen wanneer als de leden in behoorlijken vorm zijn opgeroepen en wanneer de Voorzitter en ten minste twee andere leden aanwezig zijn. Elk lid beschikt over één stem.

ARTIKEL 8.

Onder voorbehoud der bepalingen van dit verdrag en behalve voor de punten waarover de Verzoeningscommissie bij eenparigheid er anders over zou beslissen, zal de verzoeningsprocedure beheerscht worden door titel III van de Overeenkomst van den Haag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, van 18 October 1907.

ARTIKEL 9.

De leden van de Verzoeningscommissie zullen, tijdens den loop der procedure, eene vergoeding ontvangen waarvan het bedrag bij gemeen overleg door de Verdragsluitende Partijen zal vastgesteld worden.

Elke partij zal haar eigen kosten dragen en een gelijk deel van de gezamenlijke kosten der Commissie.

ARTIKEL 10.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich de werkzaamheden der Commissie in de ruimste mate mogelijk te vergemakkelijken en, inzonderheid, gebruik te maken van al de middelen waarover zij krachtens hunne eigene wetten beschikken, om haar in staat te stellen op hun grondgebied over te gaan tot het dagvaarden en het onderzoeken ter plaatse.

Zij zullen het recht hebben bij de Commissie bijzondere agenten te benoemen, die terzelfder tijd als tusschenpersonen tusschen hen en de Commissie zullen dienen.

ARTIKEL 11.

De Verzoeningscommissie zal haar verslag neerleggen binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop het geschil bij haar aanhangig zal gemaakt zijn, tenzij de Partijen bij gemeen overleg besluiten dezen termijn te verkorten of te verlengen.

Een exemplaar van het verslag zal aan elk der Partijen overhandigd worden. Het verslag heeft, noch wat betreft de uiteenzetting der feiten, noch wat betreft de gerechtelijke beschouwingen, het karakter van eene schéidsrechterlijke uitspraak.

ARTIKEL 12.

De Verzoeningscommissie zal den termijn bepalen, waarin de Partijen zich zullen moeten verklaren ten opzichte van hare voorstellen. Deze termijn zal drie maanden niet mogen overschrijden.

ARTIKEL 13.

Indien één der Verdragsluitende Partijen de voorstellen der Verzoeningscommissie niet aanneemt of zich niet uitspreekt binnen den door deze laatste vastgestelden termijn mag elk van hen het geschil, door middel van een eenvoudig verzoekschrift, voor het Bestendig Hof van Internationale Justitie brengen, op voorwaarde dat het betrekking heeft op de uitlegging of de uitvoering van verdragen overeenkomsten of schikkingen welke de Verdragsluitende Partijen binden, of op een kwestie van internationaal recht dat algemeen als dusdanig erkend is.

In geval van betwisting betreffende de vraag of het geschil vatbaar is voor eené gerechtelijke regeling overeenkomstig voorgaande alinea, zal het Hof van Justitie eene beslissing nemen.

ARTIKEL 14.

Wat betreft de andere geschillen dan die bedoeld in artikel 13, behouden de Partijen zich het recht voor deze bij wijze van vergelijk voor het Bestendig Hof van Internationale Justitie te brengen.

ARTIKEL 15.

Het vonnis uitgesproken door het Bestendig Hof van Internationale Justitie zal door de Partijen te goeder trouw uitgevoerd worden.

ARTIKEL 16.

De Verdragsluitende Partijen zullen er zich van onthouden, gedurende der procedure gesticht door de tegenwoordige Verdrag eenigen maatregel te nemen die een nadeeligen terugslag zou kunnen hebben op de aaneming van de voorstellen der Verzoeningscommissie of op de uitvoering van de uitspraak van het Bestendig Hof van Internationale Justitie.

ARTIKEL 17.

De betwistingen die zouden oprijzen betreffende de uitlegging of de uitvoering van dit Verdrag, zullen, behoudens anderszins overeengekomen, rechtstreeks en door middel van een eenvoudig verzoekschrift aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie onderworpen worden.

ARTIKEL 18.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden. De bekrachtigingsoorkonden, zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel uitgewisseld worden.

Het Verdrag is gesloten voor een termijn van tien jaren, te rekenen van de uitwisseling der bekrachtigingen. Indien het niet opgezegd wordt zes maanden vóór het verstrijken van dezen termijn, blijft het van kracht voor een nieuw tijdperk van vijf jaren, en zoo voort.

Ter oorkonde waarvan, de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verdrag geteekend en met hunne zegels bekleed hebben.

Gedaan in dubbel, te Brussel den 13^e Februari 1925.

(g) Frederik BARBEY.

(g) HYMANS.

